

« La réalité du changement climatique est de plus en plus sensible »

propos recueillis par Pierre Le Hir

Le philosophe Dominique Bourg souligne la distorsion entre la prise de conscience croissante des populations et l'inertie des politiques

ENTRETIEN

Philosophe, professeur à la faculté des géosciences et de l'environnement de l'université de Lausanne, Dominique Bourg est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages. Proche de Nicolas Hulot, il a annoncé en novembre son futur engagement en politique aux côtés de la présidente de Génération Ecologie, Delphine Batho, dans le cadre des élections européennes.

Les alertes sur l'urgence climatique se multiplient mais nous semblons être collectivement dans l'incapacité d'agir. Comment l'expliquez-vous ?

Nous sommes des animaux forgés par un processus d'hominisation qui a duré des centaines de milliers d'années. Nous avons été formatés pour réagir rapidement à des dangers immédiats, devant des prédateurs, et souvent par la fuite. Avec le changement climatique, pour la première fois, l'humanité se trouve confrontée à une menace majeure mais qui est longtemps apparue à la fois diffuse et lointaine. Nous n'en étions pas directement informés par nos sens, mais par une médiation scientifique. A cet égard, la communication du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), présentant des projections de hausse des températures moyennes pour la fin du siècle, a involontairement conforté cette impression d'éloignement du danger.

La prise de conscience des citoyens ne progresse-t-elle pas ?

Clairement, nous entrons dans une nouvelle phase. L'été 2018 a été marqué par une succession de signaux très forts – une canicule qui a touché tout l'hémisphère Nord, des niveaux de température sans précédent depuis le XIX^e siècle, des incendies inédits, des inondations dévastatrices, qui ont fait percevoir à la population, de manière concrète, que le monde que nous connaissons est en train de changer sous nos yeux. Le changement climatique devient d'un seul coup présent. La communication du GIEC a, elle aussi, changé. Son dernier rapport sur les impacts d'un monde plus chaud ne parle plus de la fin du siècle, mais de 2030 ou 2050, c'est-à-dire de demain. Tout cela entraîne une prise de conscience nouvelle. Le succès des récentes marches pour le climat en est l'expression.

Pour autant, on ne voit guère de mobilisation des Etats...

En effet, d'un côté, la réalité du changement climatique devient de plus en plus sensible pour les individus ; de l'autre, cette réalité est de moins en moins présente dans l'agenda politique des gouvernements. Aux Etats-Unis, Donald Trump, qui a choisi de sortir de l'accord de Paris, dit « *ne pas croire* » ses propres scientifiques, qui viennent de remettre un rapport sur le coût économique du dérèglement climatique. Cela, alors même que la facture du cyclone Harvey de l'été 2017 et de ses inondations hors normes atteint la somme gigantesque de 180 milliards de dollars [160 milliards d'euros]. Au Brésil, Jair Bolsonaro envisage, lui aussi, de se retirer de l'accord de Paris. L'Europe fait face à une montée des peurs liées notamment aux questions identitaires et de migrations, et une nouvelle génération de dirigeants affiche son scepticisme quant au changement climatique. En France même, Emmanuel Macron se pose en héraut du climat, mais il le fait davantage en paroles qu'en actes.

Face à la carence des Etats, les initiatives sectorielles ou individuelles peuvent-elles suffire ?

Le climat est un enjeu de civilisation, comme le sont aussi la biodiversité ou les ressources naturelles, vis-à-vis desquelles nous nous sommes enfermés dans un modèle de prédation accélérée qui n'est pas tenable. Cet enjeu exige une coordination internationale : il n'y aura de solution que globale, ce qui demande que toutes les nations se montrent volontaristes et agissent ensemble, avec l'appui des populations. Les actions citoyennes et, plus largement, non étatiques vont bien sûr dans le bon sens. Mais il y a une question d'échelle. Pour réduire de façon massive les émissions de gaz à effet de serre, il faut revoir l'ensemble des politiques publiques. On n'y arrivera pas si toutes les initiatives ne trouvent pas un débouché politique.

Que proposez-vous ?

Si nous persévérons dans la dynamique actuelle de dégradation des conditions d'habitabilité de la Terre, c'est tout l'édifice social qui s'écroulera. Mais il n'est pas encore trop tard pour limiter les impacts du réchauffement et éviter un emballement incontrôlable du climat. Il nous faut donc changer radicalement de priorité. Ce n'est plus la liberté de produire et de consommer sans entraves qui devrait être au centre de l'action politique, mais la préservation de l'habitabilité de la planète.